



# Générations Futures (Ex MDRGF) en 2013

---

Rapport d'activités 2013 et projets 2014

Janvier 2014

## Sommaire

I.	Introduction.....	4
II.	Les campagnes sur les pesticides et leurs alternatives.....	5
A.	Pesticides et santé : les victimes .....	5
1.	Historique de la campagne.....	5
2.	En 2013.....	6
3.	Les perspectives pour 2014.....	8
B.	Pesticides et résidus dans les végétaux.....	9
1.	Les actions en 2013 .....	9
2.	Les perspectives pour 2014.....	10
C.	Pesticides - Ecophyto et législation .....	10
1.	Ecophyto / ANSES.....	10
2.	LAAF.....	10
3.	Pulvérisations aériennes .....	10
4.	Loi milieu urbain .....	11
5.	Focus sur le lobby .....	11
6.	En 2014.....	11
D.	Autorisation de mise sur le marché .....	11
1.	Les actions en 2013 .....	11
2.	Les perspectives pour 2014.....	13
E.	Les alternatives aux pesticides .....	14
1.	La semaine des alternatives aux pesticides.....	14
2.	Le dossier des collectivités et des riverains.....	18
F.	Les insecticides néonicotinoïdes .....	20
1.	Historique du dossier .....	20
2.	Les actions en 2013 .....	20
3.	Les perspectives pour 2014.....	22
G.	Les perturbateurs endocriniens .....	22
1.	Historique du dossier .....	22
2.	Les actions en 2013 .....	22
3.	Les perspectives pour 2014.....	25
III.	Autres dossiers agricoles : OGM, élevage intensif et PAC.....	26
A.	OGM .....	26

1.	Historique et enjeux du dossier.....	26
2.	Les actions en 2013 .....	26
3.	Les perspectives pour 2014.....	27
B.	Elevage intensif .....	27
1.	Les 1000 vaches – rappel des faits .....	27
2.	Les actions en 2013 .....	27
3.	Les perspectives pour 2014.....	27
C.	Politique Agricole Commune.....	28
1.	Les actions en 2013 .....	28
2.	Les perspectives pour 2014.....	28
IV.	Santé environnementale .....	28
A.	Historique du dossier .....	28
B.	Conférence environnementale.....	28
1.	Historique .....	28
2.	Les actions en 2013 .....	29
3.	Les perspectives pour 2014.....	30
C.	Veille scientifique .....	30
D.	Traité transatlantique.....	31
1.	Présentation du dossier.....	31
2.	Les actions en 2013 .....	31
3.	Les perspectives pour 2014.....	32
V.	Les autres campagnes et mise en réseau.....	32
VI.	Données de fonctionnement.....	34
A.	Internet et newsletter .....	34
B.	Presse .....	35
C.	Documentaires / livres .....	36
D.	Bulletin d'information .....	36
E.	Conférences et événement .....	37
F.	Adhérents / bénévoles .....	38
VII.	Des éléments de fonctionnement.....	40
A.	L'équipe, le Conseil d'Administration.....	40
1.	L'équipe salariée.....	40
2.	Le Conseil d'Administration.....	40
VIII.	Conclusion .....	41

## I. Introduction

Fin 2013 le ministre de l'Agriculture M. Le Foll annonçait une baisse de 5,7% de l'usage des pesticides en 2012 or peu de temps après, nous avons accès à des informations montrant que les données 2012 exploitées par le Ministère n'étaient pas complètes et dénoncions les chiffres présentés par le ministre. Quelques jours plus tard, une loi a été adoptée par le parlement français visant à interdire à terme l'usage des pesticides dans les zones urbaines et à la vente au non professionnel son entrée en vigueur se fera qu'en 2020 et 2022, loi pour laquelle notre association a œuvré. Mais si le symbole est fort, elle ne concerne bien sûr pas le principal secteur d'utilisation : l'agriculture! **Maintenant, une nouvelle année commence, et avec elle le bilan nécessaire de la précédente, ainsi que la mise en perspective des enjeux à venir. Et, notre travail n'est pas prêt de ralentir dans les mois et années à venir, vous le verrez !**

Génération Futures s'est engagée depuis de nombreuses années à dénoncer les impacts néfastes des polluants, principalement les pesticides, sur notre santé et celle de notre planète mais aussi à promouvoir toutes alternatives saines et viables à l'utilisation de tels toxiques.

Ces objectifs ont encore guidé nos choix et nos actions en 2013 avec **un travail soutenu pour mettre en lumière notre exposition à certains pesticides particulièrement préoccupants pour les populations les plus vulnérables** (enfants et les femmes enceintes) : les perturbateurs endocriniens (PE). **Au travers d'enquêtes inédites et percutantes** (EXPERT 1 et 2), nous avons démontré que ces polluants se trouvent dans de nombreux produits de consommation courante et qu'il est donc illusoire de penser les maîtriser. La seule solution acceptable : les interdire. C'est d'ailleurs ce que nous nous sommes employés à demander notamment lors des débats sur la future Stratégie Nationale sur les PE. **Outre notre travail d'information et de sensibilisation sur ce sujet, nous avons poursuivi notre travail de soutien, conseils et mise en lumière des victimes des pesticides** notamment avec une enquête inédite montrant pour la première fois l'exposition de salariés viticoles et de riverains des vignes aux pesticides grâce à des analyses de cheveux (Enquête APAChe). Bien sûr, **notre association n'a pas fait que dénoncer l'exposition aux pesticides, elle a aussi fait la promotion des alternatives au travers de la Semaine pour les alternatives aux pesticides qui a été un grand succès**. Nous avons aussi fait de nombreuses propositions notamment dans le cadre de propositions de lois comme la Loi d'Avenir Agricole Française (LAAF).

**2014 s'annonce toute aussi riche d'actions et d'échéances clefs** avec notamment l'adoption de cette LAAF, la phase 2 du plan Ecophyto et sa révision, les échéances électorales (municipales et européennes) qui rythmeront le début d'année sans oublier le Salon de l'agriculture ou encore la prochaine Semaine pour les alternatives aux pesticides. Nous sommes déjà en ordre de marche et vous prévoyons quelques surprises qui nous l'espérons contribueront à faire avancer le débat sur ces enjeux de santé publique.

**Génération Futures dont l'expertise est reconnue, et qui vient d'obtenir en janvier 2014 le renouvellement de son agrément par le ministère de l'Ecologie, va poursuivre son travail de veille et d'éclairer sur ce dossier si important des pesticides pour tendre vers une réduction réelle (voire une suppression) de l'usage des pesticides et promouvoir leurs alternatives.**

## II. Les campagnes sur les pesticides et leurs alternatives

### A. Pesticides et santé : les victimes

#### 1. Historique de la campagne

En partenariat avec HEAL nous avons lancé une campagne environnement et cancer en 2008/2009 pour laquelle nous avons axé notre travail sur plusieurs sujets notamment les victimes des pesticides et l'exposition des consommateurs aux substances chimiques.

Vous retrouvez tous les temps forts de cette campagne dans notre précédent [rapport](#), mais en synthèse :

- Juin 2009 : lancement d'un site internet : <http://www.victimes-pesticides.fr> avec deux questionnaires de recensement des particuliers et professionnels victimes des pesticides.
- Courant 2009 : action juridique contre des pomiculteurs
- janvier 2010 : Organisation de la première rencontre nationale des victimes des pesticides. Cette rencontre, considérée comme historique, a fait l'objet d'une séquence dans le film de la journaliste Marie Monique Robin « Notre poison quotidien », diffusé en mars 2011 sur Arte. Nous avons aussi tourné les premiers témoignages vidéos de ces victimes : <http://victimespesticides.weebly.com/>
- octobre 2010, Générations Futures et des particuliers ont porté plainte contre des pulvérisations aériennes, faites dans le Limousin sur des châtaigneraies
- 19 mars 2011: création de l'association des professionnels victimes des pesticides « Phyto-Victimes » lancée lors de la Semaine pour les alternatives aux pesticides.
- Mi-2011, nous avons été contactés par le Syndicat Solidaires au sujet de salariés de l'agroalimentaire victimes des pesticides. Nous avons apporté notre expertise sur ce dossier et fortement contribué à la médiatisation nationale de leur problème avec la tenue d'une conférence de presse en septembre 2010 pour laquelle nous avons rédigé le dossier de presse et mis à disposition notre carnet d'adresses de journalistes. Nous avons aussi contribué au resserrement des liens entre ces salariés et Phyto-victimes.
- Février 2012 : Les professionnels victimes des pesticides manifestent pour la première fois au Salon International de l'Agriculture à Paris ! Voir les vidéos et les photos réalisées par GF ici : <http://www.generations-futures.fr/campagnes/victimes-des-pesticides/> - <http://generations-futures.blogspot.fr/2012/02/generations-futures-salue-laction-dun.html>
- 23 et 24 mars 2012 : congrès inédit sur le thème "pesticides et santé" dédiés aux victimes des pesticides intitulé « Pesticides et santé quelles voies d'améliorations possibles ». Ces deux jours ont été filmés et toutes les vidéos sont disponibles en ligne sur le site dédié à l'événement : <http://www.congrespesticides.org/videos.html>

## 2. En 2013

### a) APAChe - une enquête inédite d'exposition des salariés viticoles

#### (1) Pourquoi cette enquête ?



La France reste le premier utilisateur de pesticides en Europe avec 62700 tonnes de substances actives vendues en 2011. Malgré le lancement du plan Ecophyto en 2008, et l'objectif affiché de réduction de 50% des pesticides en 10 ans ainsi que l'exclusion des substances les plus dangereuses, la consommation de pesticides (NODU) a augmenté entre la période de 2009-2010 et la période 2010-2011 de 2.7% et les professionnels, comme les

amateurs ou les consommateurs, sont toujours exposés à des substances pouvant être perturbatrices du système endocrinien, des neurotoxiques ou encore des cancérigènes possibles. Avec 783 milliers d'hectare en 2011, la vigne représente 3.7% de la Surface Agricole Utile mais elle consomme à elle seule environ 20% des pesticides (en masse) dont une majorité de fongicides (80%).

#### (2) Présentation de l'enquête

Forts de ces éléments, Générations Futures et Marie-Lys Bibeyran, une salariée viticole, ont décidé de mener une enquête dont l'objectif était de répondre à la question « Est-ce que les salariés viticoles, qui ne pulvérisent pas les pesticides, mais travaillent dans les vignes et les riverains des vignes sont contaminés par les pesticides viticoles ? ». Ainsi, entre mi-octobre et mi-novembre 2012, nous avons prélevé et fait analyser par le laboratoire Kudzu Science les mèches de cheveux de 25 personnes (15 salariés viticoles du bordelais, 10 non-salariés viticoles dont 5 riverains des vignes du bordelais et 5 « témoins » vivants loin des vignes) afin de mettre en lumière la présence éventuelle de résidus de pesticides viticoles.

#### (3) Résultats de l'enquête ?

Les résultats ont permis de mettre en évidence ce que l'on pouvait craindre:

- 11 fois plus de résidus de pesticides en moyenne chez les salariés viticoles que chez les non professionnels habitant loin de vignes (6,6 pesticides en moyenne contre 0.6) !
- 4 des 15 salariés viticoles présentent 10 pesticides différents !
- 5 fois plus de résidus de pesticides en moyenne chez les non-professionnels de la vigne habitant près des vignes que ceux habitant loin des vignes (3 résidus de pesticides en moyenne trouvés chez les premiers contre 0,6 pour les seconds).
- 74 % des pesticides actuellement autorisés sur vigne de la liste, établie pour l'enquête, et recherchés ont été retrouvés au moins une fois chez les personnes testées !
- Un produit interdit, le diuron, a été retrouvé chez un professionnel.
- Plus de 45% des molécules retrouvées sont classées cancérigènes possibles en Europe ou aux USA !
- Plus de 36% des molécules retrouvées sont suspectées d'être des perturbateurs endocriniens (PE).

#### (4) Les retombées

##### (a) Presse



Une conférence de presse ([voir toutes les photos](#)) a été organisée à l'occasion de la publication du rapport. Cette enquête a fait l'objet de nombreuses retombées presse

Avec un passage au JT de TF1 et celui du 13h de France 2 ainsi qu'au 19/20 de France 3, sur France Info, France Inter, un article dans le Monde, le Parisien, une dépêche AFP, un article dans Viva presse ou encore le quotidien du médecin etc.

Nous avons aussi fait une interview sur RFI en espagnol et diffusé notre Communiqué de presse en [anglais](#) et [espagnol](#).

##### (b) Pour aller plus loin en ligne

#### L'enquête APAChe : Analyse de Pesticides Agricoles dans les CHEveux

19 février 2013

Une enquête inédite sur les salariés viticoles et riverains des vignes : Quelles expositions aux pesticides viticoles ? Le [rapport](#) ... [suite](#)

##### (c) Autre

Nous avons appris que, suite à cette enquête, un projet plus large avait été déposé à l'ANSES par le Dr Ben Brick et le CHU de Poitiers afin d'étudier l'exposition de salariés et exploitants agricoles via des analyses de cheveux.

De même, lors d'une réunion du comité de pilotage de l'AXE 9 (santé des travailleurs) du plan Ecophyto dont nous faisons partie, les chercheurs français qui travaillent sur ce sujet des pesticides envisageaient, dans le cadre de la fameuse étude AGRICAN, d'avoir recourt à cette matrice pour étudier l'exposition aux pesticides de leur cohorte.

Enfin, en aout 2013, lors d'une réunion entre notre association et l'ensemble de la direction de la Direction Générale de l'Alimentation (direction au sein du Ministère de l'agriculture qui s'occupe de la question des pesticides), l'idée que nous poussons depuis des années, à savoir la mise en place de Zones non traitées le long des habitations a reçu un accueil favorable ce qui est une première. Nous avons d'ailleurs appris depuis que cette même DGAL avait fait une saisine de l'ANSES sur ce sujet en fin d'année. Nous suivrons cette affaire.

De même, nous continuons à aider et suivre l'association phyto-victimes en prodiguant des conseils et en assistant à leurs AG (juin 2013) et AGE (novembres 2013).

## **b) *Le suivi des dossiers individuels et emblématiques***

### **(1) Présentation**

Au-delà des actions menées dans le cadre de notre campagne, notre association a à cœur de suivre et faire connaître le combat que mènent certaines des victimes des pesticides. Nous donnons de la visibilité médiatique à des cas que nous suivons depuis des années ou nous rendons public et soutenons de nouveau cas, comme celui d'une [salariée agricole](#) travaillant dans une zone pomicole et qui a porté plainte contre son employeur du fait de manquements. Cette action a eu des retombées médiatiques mais aussi à entraîner une réaction de la profession avec une demande de rendez-vous formulée par le Président de l'interprofession « Pomme-Poire ». Cette rencontre a eu lieu dans les locaux de ce lobby – GF étant représenté par sa chargée de mission N. Lauverjat et son administrateur référent sur ce dossier F. Micouraud.

### **(2) Quelques exemples de communication faite par notre association**

- **Avis favorable pour la création d'un nouveau tableau de maladie professionnelle pour le régime agricole faisant le lien entre pesticides et hémopathies** : Bien que l'impact néfaste des pesticides sur la santé ne puisse être nié, et bien que le lien entre certaines ...[suite](#)
- **Pesticides : Plainte déposée par une ouvrière agricole, victime des pesticides.** : Pesticides : Plainte déposée par une ouvrière agricole, victime des pesticides, en raison de l'absence de mesures pour assurer la sécurité ... [suite](#)
- **Pesticides toxiques : L'Etat condamné à indemniser un agriculteur** : L'Etat a été condamné jeudi 21/03 par la Cour d'appel de Nancy à indemniser l'agriculteur Dominique Marchal qui avait développé ... [suite](#)
- **Victimes des pesticides: une nouvelle reconnaissance en maladie professionnelle** : Inédit : Après plus de 10 ans de procédure et de multiples rebondissements, un ex-salarié de coopérative agricole atteint de cancer ... [suite](#)
- **Soutien aux viticulteurs refusant le traitement systématique contre la cicadelle de la flavescence dorée** : En réaction à la convocation au tribunal des vigneronniers faisant suite aux arrêtés préfectoraux imposant le passage d'un insecticide sur ... [suite](#)

## **3. *Les perspectives pour 2014***

En 2014, nous comptons poursuivre cette campagne qui porte ses fruits car elle permet de mettre en lumière les dangers que représente l'exposition aux pesticides aussi bien pour les professionnels que pour les non-professionnels et d'engager toujours plus d'actions. Elle incite les pouvoirs publics à se pencher sérieusement sur le sujet et entraîne la mobilisation de nouveaux acteurs-décideurs comme les élus (Cf. le [rapport du Sénat sur pesticides et santé](#) ou encore la loi [Labbé](#)) ou les médecins généralistes (Cf. [l'appel des médecins du Limousin](#) ou [l'Appel de Montpellier](#)).

### **a) *Exposition des enfants aux pesticides***

En 2014, nous avons prévu de mener une enquête sur l'exposition des enfants qui vivent à proximité de zones agricoles. Nous avons recruté 30 enfants vivant dans des zones viticoles ou de grandes cultures. Les résultats sont attendus pour début 2014. Ce sera une première et nous espérons que cette enquête aboutira à minima – et en attendant que soit définitivement interdit les pesticides dangereux – à la mise en place de Zones Non Traitées le long des habitations et des lieux publics (comme les écoles) exposés aux pesticides.

## b) Protection des professionnels

Pour poursuivre ce travail sur le sujet des professionnels victimes des pesticides, nous envisageons de travailler sur l'angle des Equipements de protection individuelle (EPI) qui ne seraient pas adaptés pour l'usage des pesticides. Cette non efficacité des EPI pourraient avoir des implications juridiques et remettre en cause certaines Autorisations de mises sur le Marché.

De même, nous sommes en relation avec un ingénieur qui nous a alertés, ainsi que l'ONG Phyto-Victimes, de la non-efficacité des cabines des tracteurs – pulvérisateurs censées protéger l'agriculteur lors des épandages de produits. Nous sommes en réflexion pour mener une action juridique sur ce dossier également.

## B. Pesticides et résidus dans les végétaux

### 1. Les actions en 2013

Comme chaque année, nous gardons un œil attentif et critique sur toutes les données montrant la présence de résidus de pesticides dans les aliments. En 2013, nous n'avons pas raté les occasions de nous exprimer sur ce sujet.

- **Résidus de pesticides dans les aliments** : Résidus de pesticides dans les aliments : l'enquête annuelle de l'EFSA confirme la présence importante de résidus de pesticides dans ... [suite](#)
- **Toujours trop de résidus de pesticides dans les aliments des français !** : Communiqué de presse Le 29/11/2013 Toujours trop de résidus de pesticides dans les aliments des français ! Rappel des faits. ... [suite](#)
- **Une réponse à 60 millions de consommateurs sur le bio** : Oui la bio est meilleure pour la santé Un récent numéro de 60 Millions de consommateurs (inter)-titrait qu'il n'y avait ... [suite](#)
- **Pesticides dans le vin – Enquête de Que Choisir sur les pesticides dans les vins** : Générations Futures expertise les données : Enquête de Que Choisir sur Vins et pesticides : Générations Futures a disséqué l'enquête de Que Choisir parue le 24 ... [suite](#)

#### LES CHOIX DE BIOCOOP

Cultivés sans pesticides de synthèse, nos vins bios sont sélectionnés par une commission composée de représentants de divers magasins et d'experts des services Biocoop.

##### Les critères de Biocoop :

- Tous nos vins sont certifiés bio à compter du millésime 2012 ou issus de raisins bio pour les millésimes antérieurs.
- Une attention particulière est portée sur des démarches de production et de vinification engagées : Biodynamie, Nature et Progrès, Biocoherence...
- Le mode de vendange manuel est priorisé par rapport à une vendange mécanique.
- La réglementation sur la vinification exige que les additifs (boues et/ou enzymes d'origine agricole soient 100% bio (raïs, sucre, alcool, mouls concentrés rectifiés). Biocoop privilégie les vins qui n'en contiennent pas, et préfère des méthodes de fermentation et clarification naturelles.

#### SOUFRE ET VINS BIO

Le soufre ou les sulfites sont des additifs de vinification qui inhibent (ou tuent) les bactéries indésirables et prolongent le vin de l'oxydation. Ils sont donc utiles à la fermentation mais certaines personnes y sont allergiques ou ne tolèrent que de très petites quantités (responsable de maux de tête, ou de crise d'asthme). Les vins de la Fête des vins 2013 sélectionnés par Biocoop contiennent un taux de soufre ajouté inférieur aux quantités maximum tolérées, exemple ci-dessous :

Catégorie (type de vin)	De (équivalent soufre)	Sélection Fête des vins Biocoop 2013 (taux de soufre)	Écart par rapport à la réglementation européenne	Niveau de soufre maximum autorisé dans les vins de la Fête des vins
Vins rouges secs	150	100	-33%	150
Vins blancs, rosés, secs	200	150	-25%	200
Vins blancs, rosés, doux	250	220	-12%	250
Vins moelleux et liquoreux	400	370	-7%	400

Source : données de l'INRA, les viticulteurs ont tous des analyses des vins faites par les laboratoires des viticulteurs.

\* 40 mg maximum par litre de vin (taux de soufre de 100 mg/l) ou 100 mg/l (taux de soufre de 200 mg/l).

LE BIEN-ÊTRE EST D'ABORD LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

## AVEC GÉNÉRATIONS FUTURES DEVEZ-VOUS ACTEUR, SOUTENEZ LES ALTERNATIVES AUX PESTICIDES !

générations FUTURES

Générations Futures est une association reconnue pour son expertise sur la question des pesticides. Elle dénonce l'impact des pollutions chimiques sur notre santé et notre environnement, et travaille en collaboration avec de nombreux partenaires, dont le réseau Biocoop, afin de promouvoir des alternatives aux pesticides. La Semaine pour les alternatives aux pesticides se tient chaque année du 20 au 30 mars en France, en Europe, et même en Asie. Générations Futures mène des actions fortes pour soutenir les victimes des pesticides (agriculteurs professionnels comme particuliers), et réalise des enquêtes notamment sur l'analyse de résidus de substances chimiques dans les aliments. L'étude Mieux Together a ainsi analysé les repas des enfants, les enquêtes EXPERT ont mis en évidence l'exposition aux pesticides perturbateurs endocriniens dans les céréales puis les fraises.

<http://www.generations-futures.fr/sinformer/>

PHYTO VICTIMES

<http://www.phyto-victimes.fr/>

Phyto-Victimes est une association créée en 2011 qui vient en aide aux professionnels victimes des produits phytosanitaires. Elle informe également les professionnels et non professionnels des risques liés à l'usage des produits phytosanitaires et soutient la prévention et l'utilisation d'alternatives agricoles.

biocoop

Plus de 300 magasins partout en France, liste complète sur [www.biocoop.fr](http://www.biocoop.fr)

## BIOCOOP SOUTIEN LES ALTERNATIVES AUX PESTICIDES CHIMIQUES DE SYNTHÈSE SUR LA VIGNE AVEC GÉNÉRATIONS FUTURES



SOUTENEZ LES ALTERNATIVES AUX PESTICIDES !

générations FUTURES

biocoop

De même, nous avons collaboré avec Biocoop pour éditer ce document portant sur le vin et distribué dans tous les magasins.

## 2. Les perspectives pour 2014

En 2014, nous allons collaborer avec Greenpeace France pour sortir une enquête sur une filière végétale. Pour des raisons de confidentialité nous ne pouvons en dire plus pour le moment. Nous envisageons aussi de nouvelles analyses mais nous ne pouvons non plus donner plus d'éléments pour le moment – la nouveauté sera dans le produit analysé et dans l'idée que cette action pourrait se faire au niveau européen.

Nous pensons prolonger notre collaboration avec Biocoop notamment en travaillant sur la pomme, comme nous l'avons fait pour le vin en 2013.

## C. Pesticides - Ecophyto et législation

### 1. Ecophyto / ANSES

Nous suivons, depuis le début du processus, les « avancées » du plan Ecophyto et critiquons régulièrement les manques et faiblesses de ce plan.

Nous participons à certains comités notamment le comité de pilotage, le comité national d'orientation et de suivi, le comité de gouvernance (où nous avons été auditionnés par le nouveau Président D. Potier) ainsi que les comités en charge du suivi des indicateurs ou de l'AXE 9 (santé des professionnels).

#### Recul des pesticides : les calculs biaisés du gouvernement

LE MONDE | 19.12.2013 à 11h52 - Mis à jour le 19.12.2013 à 12h45 |

Stéphane Foucart

Rechercher | Signaler | Partager |



En 2013, nous avons notamment réagi à l'annonce faite en mars 2013, lors d'un comité d'experts, d'interroger les filières sur leurs objectifs de [réduction](#).

Nous avons surtout révélé en fin d'année la manière dont les [données globales sur l'usage des pesticides avaient été basées sur des données tronquées](#) et avons pris le ministre en flagrant délit de tricherie...preuve à l'appui!

Durant l'année, nous avons aussi pris part à divers Comités Techniques (COT) de l'ANSES sur l'alimentation et les pesticides – cela nous permet d'être tenus informés des recherches menés en France sur ces sujets.

### 2. LAAF

En 2013, nous avons travaillé à la rédaction d'amendements à la loi d'avenir agricole de S. Lefoll qui sera voté début 2014. Nous avons aussi été auditionnés par des élus des deux chambres (Labbé, Allain, Batho etc.) et avons échangé avec un certain nombre de nos collègues (notamment de l'UNAF, de la FNAB, de la Confédération paysanne, d'APE) sur nos [propositions](#) afin de rechercher des synergies.

### 3. Pulvérisations aériennes

En plein milieu du mois d'août, le ministère de l'agriculture a organisé sa consultation du public sur le dossier sensible des pulvérisations aériennes. Notre Présidente avait alors envoyé un courrier pour dénoncer les méthodes à la fois sur le fond et la forme. Après avoir interpellé le ministère à diverses

reprises pour savoir où en était la publication de cet arrêté, nous avons appris qu'il était sorti en catimini fin décembre... en ne tenant compte d'aucune des remarques faites par les ONG. Dans le cadre de ce dossier nous avons rencontré une collègue guadeloupéenne et envisageons un recourt en justice contre ce texte. [Lire la lettre de notre Présidente](#)

#### **4. Loi milieu urbain**

Durant l'année 2013, notre porte-parole a été sollicité à de multiples reprises par le Sénateur Labbé qui souhaitait agir sur le dossier des pesticides et qui a déposé un projet de loi sur l'utilisation des pesticides en milieu urbain et à usage amateur. Son texte a été adopté en novembre par cette chambre et puis par l'AN début 2014. [Lire notre CP sur l'adoption au Sénat de la PPL de Joel Labbé](#)

#### **5. Focus sur le lobby**

Nous ne manquons pas une occasion de dénoncer les accointances qui existent entre certains représentants du monde agricole et les vendeurs de pesticides. L'actualité récente a confirmé la proximité de ces milieux avec la nomination à la tête de l'UIPP de l'ancienne Madame Environnement de la FNSEA : Eugénia Pommaret – cette information a fait l'objet d'un conflit de Canard dans le journal du même nom. ... [Lire notre Communiqué de presse](#)

#### **6. En 2014**

Nous allons bien sûr faire un suivi de tous ces dossiers et continuer notre travail de veille et de plaider sur ces différents aspects. Nous aurons aussi des recours en justice à traiter qui ne peuvent ici faire l'objet d'une présentation car pas assez avancée à ce jour.

### **D. Autorisation de mise sur le marché**

Depuis plusieurs années, Générations Futures mène un travail et une veille assidue sur le dossier des homologations et évaluation des pesticides. Très critique vis-à-vis de ce processus, nous tachons de mettre régulièrement en lumière les failles et irrégularités du système. Du dossier du Roundup où nous avons mené des actions en justice pour demander l'abrogation devant le Conseil d'Etat des décisions d'AMM au niveau national et une veille du système d'évaluation de l'EFSA avec des actions contre les dérogations et les ré-homologations au niveau Européen, GF n'a eu de cesse de jouer le rôle de trublion sur ce dossier clef des pesticides (voir les rapports d'activités précédents et notamment le [2012](#)).

#### **1. Les actions en 2013**

##### ***a) Mise en ligne des décisions d'AMM***

Le 31 janvier 2013, notre association a mis en demeure l'ANSES, par lettre d'avocat, de mettre en ligne immédiatement toutes les décisions d'autorisation de mise sur le marché de pesticides. En effet, les récentes polémiques autour de l'étude de Gilles Eric Séralini sur les OGM et le RoundUp ont mis en évidence l'opacité qui entoure les documents officiels relatifs aux autorisations des pesticides. Sans accès à l'information, les ONG ou les chercheurs indépendants ne peuvent pas exercer leur vigilance légitime, citoyenne ou scientifique. Or, jusqu'à notre action, il était impossible de trouver

les décisions d'autorisation de mise sur le marché (AMM) des pesticides en ligne sur le site de l'ANSES !

Pourtant Générations Futures a rappelé que la loi rend la publication de ces avis d'AMM sur le site internet de l'ANSES obligatoire. Notre avocat Maître François Lafforgue, a précisé dans le courrier que l'article D 253-17 du Code rural prévoit que « les décisions relatives à la mise sur le marché des produits visés à l'article L 253-1 sont rendues publiques par voie électronique par l'Agence, dans les conditions prévues à l'article 57 du règlement (CE) n° 1107/2009. ». Cette lettre a eu un effet quasi immédiat car notre association recevait fin février un courrier du Directeur Général de l'ANSES, Marc Mortureux qui reconnaissait le bien fondé de notre demande et s'engageait à publier les décisions sous un mois : « ....dans un délai d'un mois, à compter de la réception de la présente, à publier l'ensemble des décisions prises par le ministère de l'agriculture relatives à la mise sur le marché des phytopharmaceutiques qui nous été transmises depuis le 1er juillet 2012 et au fur et à mesure de leur transmission. ». Il s'agissait là d'une victoire pour la transparence en matière d'homologation des pesticides et de droit de la société civile. La mise en ligne fut effective début avril et a donné lieu à une couverture médiatique notamment sur [France Inter](#).

### ***b) Dysfonctionnement en matière d'Autorisation de Mise sur le Marché des pesticides***

Le 23 avril 2013, notre association rendait public des informations montrant une gestion inacceptable de dizaines d'Autorisations de Mise sur le Marché (AMM) des pesticides ... preuves à l'appui !

Générations Futures avait reçu début 2013 copie d'une lettre de l'ANSES signée par son Directeur, Monsieur Marc Mortureux, adressée à la Direction Générale de l'Alimentation, à l'attention de Monsieur Patrick Dehaumont, Directeur de ce service du Ministère de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt. Dans cette lettre, datée du 27 août 2012, le Directeur de l'ANSES, réitérait à l'attention de la DGAL certaines remarques déjà faites dans un précédent courrier envoyé en 2009 et attirait particulièrement l'attention de la DGAL sur certaines « anomalies » concernant un grand nombre d'Autorisations de mise sur le marché (AMM) de pesticides (la liste présentée n'étant pas exhaustive).

Après une vérification minutieuse, par notre association, des éléments contenus dans les tableaux annexés au courrier, nous avons remarqué, et ce pour de nombreux pesticides, que la DGAL a très rarement tenu compte des remarques faites par l'ANSES et notamment de ses avis défavorables ou favorables sous conditions concernant de nombreux pesticides. Autrement dit : de très nombreux pesticides, ou usages de pesticides, restaient autorisés alors qu'ils devaient, selon l'ANSES même, être interdits car non conformes aux exigences de la législation en vigueur ([lire le rapport complet de GF sur cette information](#))!

Une plainte pour mise en danger de la vie d'autrui a été déposée et retenue par le procureur. Elle est en cours d'instruction.

### **(1) Réactions du Ministre de l'agriculture et de la Confédération paysanne**

Le 30 avril, le Ministre S. Lefoll réagissait à cette affaire au travers d'un [Communiqué de presse](#) où il était question notamment de faire réaliser un audit d'évaluation des procédures d'AMM de produits

phytosanitaires et de mise à jour de la base de données. Nous avons aussi fait une analyse poussée de la réponse critique de notre rapport par les services de la DGAL . Ces éléments de réponses fournis par la Direction Générale de l'Alimentation, nous permettaient d'y voir un peu plus clair mais démontraient aussi qu'il restait de [nombreuses zones d'ombre](#) !

La confédération paysanne a, [dans un communiqué](#), soutenu notre action et la plainte déposée pour mise en danger de la vie d'autrui.

## (2) Les retombées presse

Ci-dessous quelques exemples de retombées presse :

- Le Monde daté du 24/04/13: Des dizaines de pesticides sont autorisés en France contre les avis d'experts
- Libération.fr et BFMTV (d'après l'AFP): Pesticides : une ONG s'en prend au ministère de l'Agriculture (le lien BFMTv)
- France Info le 23/04/13 à 21h27
- Le Parisien (24/04/13): Des pesticides dangereux autorisés quand même
- Le Canard Enchaîné de la semaine du 24/04/13: Des pesticides commercialisés en France malgré l'avis des autorités sanitaires : impensables ? Non.
- Libération (25/04/13): Pesticides : l'empreinte toxique de l'Etat
- France Culture du 10/05 dans le Magazine de la rédaction

## 2. Les perspectives pour 2014

Désormais, sont mises en consultation publique les projets de décisions d'autorisation de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques et d'homologation de matières fertilisantes et supports de culture. Nous garderons un œil vigilant que ces dossiers.

Après de nombreuses relances du cabinet du ministère de l'Agriculture, nous n'avons toujours pas eu l'audit de la DGAL prévue normalement en .... Juin 2013. Nous n'en resterons pas là et comptons obtenir ce rapport qui semble sensible au regard des remarques faites par le directeur de Cabinet de Stéphane Lefoll.

Outre ces aspects important, nous suivrons de prêt le transfert des AMM de la DGAL vers l'ANSES.

## E. Les alternatives aux pesticides

### 1. La semaine des alternatives aux pesticides

#### a) Présentation de l'évènement



La Semaine pour les alternatives aux Pesticides est une opération nationale et internationale annuelle ouverte à tous visant à promouvoir les alternatives aux pesticides.

Pendant les 10 premiers jours du printemps, période de reprise des épandages de pesticides, le public est invité à mieux s'informer sur les enjeux tant sanitaires qu'environnementaux des pesticides et sur les alternatives au travers de centaines de manifestations partout en France et dans 15 autres pays.

Lancée en 2006 par l'association Générations Futures et l'ACAP, un collectif de 170 organisations (Action Citoyenne pour une Alternative aux Pesticides), la Semaine pour les alternatives aux pesticides est aujourd'hui soutenue par de nombreuses organisations nationales et internationales. Depuis ses débuts en 2006, l'opération est coordonnée par l'association Générations Futures, association spécialisée sur le dossier des pesticides.

Cet évènement est devenu incontournable. Il s'agit du temps fort de mobilisation citoyenne sur le dossier pesticides en France.

Objectifs :

- informer sur les risques réels des pesticides de synthèse
- promouvoir les alternatives
- mobiliser un public de plus en plus large pour un avenir sans pesticides.

Cet évènement s'adresse à tous: les consommateurs-citoyens, les agents communaux, les agriculteurs, les entreprises, les enfants, les jardiniers amateurs, les simples curieux...

#### b) L'édition 2013

En 2013, plus de **1000 évènements** dans toute la France et dans 15 autres pays en Europe, Afrique et Asie ont été organisés pour la Semaine pour les alternatives aux pesticides.

Le succès croissant de cet évènement montre que la société civile s'implique de plus en plus dans le dossier des pesticides.

#### L'opération de 2013 en quelques chiffres

- 8ème édition
- Plus de 1000 évènements
- 400 partenaires de terrains

- 16 pays engagés

### **Quoi ?**

Ateliers de jardinage au naturel, projections de films, conférences, animations pédagogiques, formations, démonstrations de matériel, visites de sites, repas bio, expositions, spectacles, stands d'information, campagne de communication...Les idées ne manquent pas pour montrer que l'on peut et que l'on doit se passer des pesticides de synthèse. A titre de comparaison, en 2006, l'évènement était porté par 89 actions dans 31 départements.

Des milliers d'organisations et de citoyens démontrent qu'il est possible de se passer de ces toxiques dans tous les domaines d'utilisation.

### **Où ?**

- En 2013, 16 pays (83 départements de France) ont participé:
- En Europe : Belgique, Allemagne, France, Espagne, Suisse, Luxembourg, Turquie
- En Afrique : Maroc, Sénégal, Bénin, Burkina Faso, Togo, Congo, Uganda
- En Asie: Malaisie, Pakistan

### **Les partenaires ?**

En 2013, 13 nouveaux partenaires importants ont rejoint l'opération : l'Association des Maires de France, Slow Food, la Confédération Paysanne, le Réseau Ecole et nature, Greenpeace, Bjorg, Bonneterre, Evernat, Mouvement inter-régional des AMAP, Solagro, Réseau Semences Paysannes, Fondation pour une Terre Humaine, le réseau PAC 2013.

L'évènement de 2013 a été soutenu par un large réseau de 35 partenaires dont la diversité reflète les diverses facettes du dossier pesticides :

- Environnementalistes : Générations Futures, LPO, CPIE, Greenpeace, Agir pour l'environnement, WWF
- Agriculteurs : FNAB, Confédération Paysanne, Solagro, le groupe PAC 2013, le MABD, le Réseau Semences Paysannes, Nature et Progrès,
- Apiculteurs : l'Union Nationale de l'Apiculture Française
- Jardiniers : Jardiniers de France, Jardins familiaux, Botanic
- Alimentation et consommateurs : Slow Food, Biocoop, Lea Nature, Bioconsommateurs, Mouvement Inter-régional des AMAP
- Collectivités locales : les Eco Maires, l'Association des Maires de France, la Mairie de Paris, NatureParif,
- ONG de la santé et des victimes : le Réseau Environnement Santé, Phyto-Victimes etc.

Depuis ses débuts en 2006, l'opération est coordonnée par l'association Générations Futures, spécialisée sur la question des pesticides.

>>> [La liste complète des partenaires en 2013](#)

>>> [Le bilan 2013 complet](#)

>>> Pour aller plus loin sur le web





Tous les visuels sous forme d'autocollants, badges et drapeaux étaient disponibles sur la boutique de [7 écologique](#).

Plus de 5000 zones ont été créées sur la carte dédiée à cette action.

### **Lancement du Comité des élus pour les alternatives aux pesticides**

A l'occasion d'un petit déjeuner organisé à l'Assemblée Nationale en présence de plusieurs parlementaires, élus locaux et journalistes, Agir pour l'environnement, Générations Futures et l'Union Nationale de l'Apiculture Française (UNAF) ont lancé un comité des élus pour les alternatives aux pesticides.

Ce comité des élus pour les alternatives aux pesticides a été lancé en présence de Denis Baupin (Vice-président de l'Assemblée Nationale), Chantal Jouanno (Sénatrice de Paris), Sophie Primas (Sénatrice des Yvelines), Laurence Rossignol (Sénatrice de l'Oise) et Brigitte Allain (Député de Dordogne). L'association Phyto Victimes était également présente, représentée par Dominique Marchal et Jacky Ferrand.



Le but de ce comité est d'inviter les élus à se former et s'informer sur les dangers liés à l'utilisation des pesticides, diffuser et mutualiser les bonnes pratiques agricoles afin de réduire fortement l'utilisation des pesticides en promouvant les alternatives existantes. Pour cela, les élus seront également appelés à soutenir le rapport d'information sénatorial intitulé « Pesticides : vers un risque zéro... »

Agir pour l'environnement, Générations Futures et l'UNAF a appelé l'ensemble des parlementaires et élus français à signer la charte sur le site dédié à cette initiative et qui réunit plus 400 élus (<http://www.comiteeluspesticides.fr/>) et à s'engager dans le comité des élus pour les alternatives aux pesticides.... [suite](#)

### **Quelques exemples des retombées presse**





[huffingtonpost.fr](http://huffingtonpost.fr)

### *c) Et en 2014 ?*

Lors de la réunion bilan de l'édition 2013 qui s'est tenue le 18 avril 2013, il a été convenu d'organiser une nouvelle édition en 2014. Nous avons donc décidé de poursuivre cette action.

Nous avons dû cependant faire face au départ de notre Chargée de mission Magali Ringoot qui coordonnait la Semaine depuis plus de deux ans. Nous avons donc cherché et trouvé sa remplaçante en la personne de Nadia Bennich, qui est Responsable de campagnes internationales, pour la Fundación Vivo Sano, et qui est basée à Madrid en Espagne. Nous avons décidé de travailler avec Nadia car nous avons dans l'idée d'internationaliser cet événement aujourd'hui bien implanté en France et son profil correspond tout à fait à ce besoin. En effet, Nadia parle 8 langues dont 4 couramment (Français, Allemand, Espagnol, et Anglais). Elle a en outre été attachée parlementaire au sein du Parlement Européen ce qui lui permet d'avoir aussi une vision politique du dossier.

En 2014 nous voulons donc traduire en plusieurs langues les différents supports que nous pourrions créer, étendre géographiquement la zone d'action de la Semaine, tenir compte de l'agenda politique et notamment des futures élections municipales et européennes.

## **2. Le dossier des collectivités et des riverains**

### *a) Présentation de la réflexion*

Nous travaillons depuis de nombreuses années sur la problématique de l'usage des pesticides en milieux urbains (en effectuant notamment un recensement des communes qui font du 0 phyto et en les mettant en avant lors des Semaines sans pesticides). En 2013, nous avons aidé le sénateur Labbé dans la préparation de sa proposition de loi sur l'usage en milieu urbain des pesticides. Dans le même temps, nous avons commencé à évoquer l'idée de mettre en place une carte de France des villes et villages bio et sans pesticides (notamment dans la perspective des municipales se tenant en 2014.)

Ainsi courant 2013, nous avons commencé à impliquer divers partenaires sur ce projet dont voici pour le moment les éléments de réflexion de cette campagne: 0 phyto 100% bio !

Objectif : Mettre en avant les collectivités, et dans un premier temps les communes, qui ont une démarche « zéro pesticides » et qui font la promotion de la bio (notamment en intégrant du bio dans les cantines scolaires) pour inciter les autres à faire de même et mobiliser les citoyens à encourager leurs élus à tendre vers ces démarches. Ce projet n'aura pas la prétention d'être exhaustif mais devra être cependant suffisamment représentatif pour peser.



Partenaires : « Historiques » sur le projet : Agir pour l'environnement et Générations Futures- Nouveaux partenaires associés : Naturparif, Bioconsom'acteur , Engraineurs, CPIE et Botanic - Confirmation à venir: FNAB, UNAF

Timing : profiter des futures échéances électorales de 2014 ( notamment élections municipales) – cet outil doit pouvoir être réactiver ensuite pour les élections régionales par exemple.

- D'octobre à novembre 2013 : travail de mise en place des outils et d'élaboration des supports
- A partir de novembre- décembre 2013 : lancement du questionnaire et recensement / compilation des données
- Janvier 2014 : lancement des outils en ligne et d'un kit de mobilisation citoyenne
- Février –mars 2014 : actions symboliques (notamment dans le cadre de la campagne de GF sur la structuration des riverains victimes des pesticides) et médiatiques (notamment dans le cadre de la Semaine pour les alternatives aux pesticides)
- Mars 2014-septembre 2014 : pérennisation du travail (anticipation sur les futures élections régionales).

### ***b) Présentation détaillée de l'action envisagée en 2014.***

- Mise en place d'un questionnaire simple à diffuser aux élus via la mobilisation citoyenne (s'appuyer sur l'existant Naturparif et/ou Bioconsom'acteurs), + envoi directement via nos structures aux élus (réactivation des comités / club des élus dédiés à ces sujets – Abeilles, bio et pesticides) / mobilisation de nos adhérents/bénévoles sur le terrain – permettre de répondre à ce questionnaire en ligne.
- faire un petit recensement rapide des pratiques (classements) des collectivités en la matière.
- Mise en place de critères pour décerner une, deux ou trois « abeille » selon les efforts fournis par la commune.
- Transposition et traitement des données pour affichage sur une carte de France interactive (sur la base d'un travail déjà existant – zone sans pesticides et voir aussi avec la cartographie de Naturparif) – mettre aussi en ligne la réglementation méconnue en la matière (faire vivre et appliquer les arrêtés déjà existants) ; valoriser aussi les actions exemplaires.

- Activation de nos réseaux avec l'envoi d'infos via différents supports (réseaux sociaux, newsletter, info papier etc.)
- A voir : organiser un événement pour présenter le travail et la mise en ligne du site (à l'AN ou au Sénat ? ou ailleurs – Délégation de riverains victimes des pesticides devant l'AMF ?)
- Mutualiser les moyens, ressources, compétences et connaissances : faire fonctionner un groupe de travail pour mise en commun de ces ressources (animation/coordination APE et GF) avec organisation de réunions.

## F. Les insecticides néonicotinoïdes

### 1. Historique du dossier

Suite à [l'étude de Henry](#) publiée en mars 2012 montrant clairement des effets sublétaux des néonicotinoïdes sur les abeilles, l'EFSA avait été chargée par la Commission européenne de réévaluer les risques pour les abeilles de 3 de ces insecticides: imidaclopride, clothianidine, thiametoxam. L'EFSA a publié son avis le 16 janvier 2013 pointant beaucoup d'éléments inquiétants.

Génération Futures se félicitait au travers d'un [CP](#) de la publication de ce rapport qui reconnaît les risques importants que ces produits font courir aux abeilles et se scandalisait des manques de données très importants des dossiers fournis à l'origine par les industriels au moment de l'homologation de ces produits que pointait ce rapport.

### 2. Les actions en 2013

#### a) Une vaste pétition

Après la publication de cet avis, nous avons décidé de passer à l'offensive en lançant avec l'UNAF et sur la plateforme change.org une [pétition](#) qui en quelques jours a obtenu plus de 260 000 signatures pour demander l'interdiction des néonicotinoïdes. Mais sous la pression des industriels des pesticides, les autorités européennes risquaient de décider de ne pas suivre l'avis de l'EFSA et de ne pas prendre de mesures fortes, à savoir une interdiction pure et simple de ces pesticides dangereux.

Le 15 mars 2013, la Commission européenne a proposé de suspendre pendant 2 ans certains usages des matières actives incriminées sur les cultures attractives pour les abeilles. Mais cette position assez minimaliste n'a trouvé aucune majorité qualifiée lors du vote des 27 États-membres (232 voix sur les 345 représentées par les 27 États), notamment du fait de l'abstention de l'Allemagne qui protège ainsi sa puissante industrie chimique (Bayer et BASF, pour ce qui concerne les néonicotinoïdes, les autres firmes productrices étant le suisse Syngenta et le français DuPont). 4 autres États s'étaient abstenus ( Royaume-Uni, Finlande, Bulgarie et Estonie), empêchant la majorité de pencher dans un sens ou dans l'autre.

En l'absence de compromis entre la Commission et les États membres dans les 2 mois, la décision finale est revenue à la Commission européenne. Finalement, les pourparlers sur l'interdiction envisagée des trois insecticides néonicotinoïdes (clothianidine, thiaméthoxam et imidaclopride), accusés d'être mortels pour les abeilles, ont touché à leur fin le lundi 29 avril 2013. La Commission européenne a publié cette proposition lundi 29 avril, à l'issue du vote des États membres de l'UE. Une majorité de quinze États (dont la France) a voté pour cette interdiction. L'Allemagne, qui s'était abstenue lors du premier vote ayant eu lieu le 15 mars, a finalement voté en faveur de l'interdiction.

La Commission a estimé avoir rallié suffisamment de nouveaux soutiens entre le premier et le deuxième vote pour décider de cette interdiction à l'issue d'un vote très serré.

Même si la division des votes n'a pas permis de recueillir une majorité qualifiée en faveur ou contre l'interdiction des trois pesticides néonicotinoïdes, avec les 187 voix pour l'interdiction et 125 voix contre et 33 abstentions, la Commission avait le pouvoir d'interdire leur usage.

Cette décision d'interdiction a été confirmée le 24 mai. Les restrictions sont entrées en vigueur donc le 1er décembre 2013. Les Etats membres devant retirer ou modifier les autorisations existantes pour se conformer aux restrictions de l'UE d'ici au 30 septembre. L'utilisation des stocks existants pourra être autorisée jusqu'au 30 novembre au plus tard.

Les restrictions s'appliquent pour le traitement des semences, l'application au sol (granulés) et le traitement foliaire sur tous les végétaux, à l'exception des céréales d'hiver.

L'utilisation sera cependant autorisée pour :

- le traitement des cultures, sous serre, attractives pour les abeilles;
- le traitement dans les champs en plein air après la floraison uniquement.

### ***b) Alerte aux insecticides néonicotinoïdes dans nos aliments !***



Pour maintenir la pression et étendre cette interdiction, nous avons publié, en partenariat avec le réseau PAN Europe, le 5 juin, un rapport sans précédent démontrant la présence de résidus de néonicotinoïdes dans les aliments. Afin de montrer que l'utilisation de ces néonicotinoïdes dépasse largement les 4 usages de 3 produits maintenant restreints et que l'exposition environnementale et humaine à ces produits continue malgré les récentes premières décisions, nous avons décidé de réaliser une campagne d'analyse d'aliments végétaux non concernés par ces mesures d'interdiction.

Nous avons ainsi recherché entre février et mai 2013, les 5 principaux néonicotinoïdes dans 109 échantillons de fruits, légumes et thés.

Les résultats de notre enquête ont été rendus public lors d'une conférence de presse au Sénat dans le cadre du comité des élus « abeille » coordonné par l'UNAF et dont est membre Générations Futures.

>>> Lire le [rapport](#) entier ainsi que les Communiqués de presse en [anglais](#) et [français](#).

Ce rapport a eu de nombreuses [retombées presse](#) dont France Inter, France Culture, la France Agricole ou encore une dépêche AFP



Dernier point sur ce dossier des néonicotinoïdes, fin décembre, alors que PAN Europe dont notre porte-parole, François Veillerette est l'actuel Président, et plusieurs autres organisations environnementales dont Greenpeace annonçaient avoir demandé à la Cour de Justice de l'UE (CJUE) de pouvoir être partie dans la défense contre les actions engagées par les groupes Bayer et Syngenta pour faire annuler l'interdiction de plusieurs pesticides tueurs d'abeilles, l'EFSA – l'Autorité européenne de sécurité des aliments publiait le lendemain un communiqué expliquant que deux insecticides néonicotinoïdes – l'acétamipride et l'imidaclopride – auraient une incidence sur le développement du système nerveux humain, renforçant la pertinence de notre travail sur la présence de résidus de ces insecticides dans les aliments... [suite](#)

### 3. Les perspectives pour 2014

Des actions en justice sont envisagées en partenariat avec PAN Europe.

## G. Les perturbateurs endocriniens

### 1. Historique du dossier

Génération Futures n'a de cesse depuis des années de s'impliquer sur ce dossier des Perturbateurs Endocriniens (PE). François Veillerette dans son premier ouvrage – « Pesticide le piège se referme » paru en 2002 – évoquait déjà cette question. Lors du vote du paquet pesticides en 2009, nous avons déjà alerté sur ce sujet les diverses autorités européennes. C'est d'ailleurs en ayant en tête ce sujet que nous avons aussi œuvré pour la création du Réseau Environnement Santé dont nous sommes co-fondateurs avec A Cicolella.

Depuis les choses ont un peu évolué. L'expression PE commence à être connue de certains décideurs (élus ou journalistes) – le dossier du BPA ayant aussi contribué à cette diffusion de l'information.

Nous savions depuis l'adoption du paquet pesticides que le sujet des PE seraient un enjeu majeur dans les années 2010-2013 puisqu'une définition des PE doit être trouvée pour permettre l'application pleine et entière du Règlement pesticides.... D'où la nécessité d'une mobilisation de nos ressources sur ce sujet.

Le 23 janvier 2013, la Commission du Parlement européen pour l'environnement, la santé publique et la sécurité alimentaire (ENVI) a adopté un projet de résolution sur la protection de la santé publique contre les produits chimiques perturbateurs endocriniens. Nous n'avons pas manqué de saluer [cette position progressiste](#) du parlement européen. Nous appelons d'ailleurs la France à s'inspirer de ce projet de résolution pour définir sa propre stratégie sur les perturbateurs endocriniens, prévue pour juin 2013.

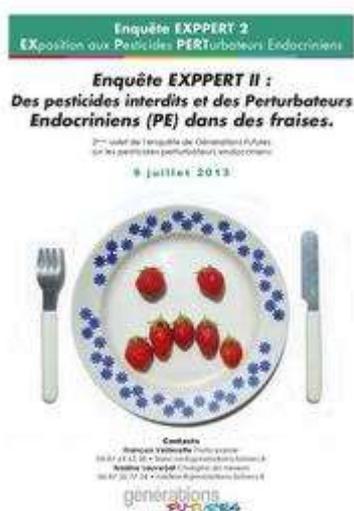
En mars, [l'EFSA rendait un avis scientifique](#) sur les critères scientifiques à retenir pour la définition réglementaire des perturbateurs endocriniens. L'avis de l'EFSA laisse une impression étrange. Il insiste de manière générale sur toutes les lacunes auxquelles sont confrontés les scientifiques pour définir ce qu'est un « perturbateur endocrinien » mais au lieu, de proposer des options pratiques pour y parvenir d'ici décembre, l'EFSA choisit un chemin qui nous conduit à la paralysie éternelle. C'est pour maintenir la pression que nous avons choisi de réaliser des enquêtes percutantes et aussi de prendre part au groupe de travail devant proposer une Stratégie Nationale sur les PE.

### 2. Les actions en 2013

### a) *Les enquêtes médiatiques*

Ces enquêtes publiées sous l'acronyme EXPPERT (pour EXposition aux Pesticides PERTurbateurs endocriniens) ont pour objectif de montrer l'urgence de l'action préventive dans ce domaine des PE. Générations futures a décidé de réaliser une série de plusieurs rapports basés sur des analyses et enquêtes fouillées montrant l'omniprésence de très nombreux pesticides PE dans notre environnement qui engendre une exposition très importante de la population à ces PE.

La première – [EXPPERT 1](#) – est parue le 20 mars 2013 et avait pour objet de démontrer que nous sommes quotidiennement exposés à des insecticides perturbateurs endocriniens de deux familles connues : les organophosphorés et les pyrèthrinoides. Cette exposition peut être alimentaire (EXPPERT 1 étudie la présence de résidus d'insecticides PE dans des produits à base de céréales), mais aussi par l'exposition à des insecticides ménagers, pour le jardin, la literie, les textiles, à usage vétérinaire ou humain. Le communiqué de presse est disponible en français, [anglais](#) et [espagnol](#). Cette enquête a fait l'objet de nombreuses retombées presse.



La seconde enquête – [EXPPERT 2](#) – est-elle parue en juillet. Parce que les fœtus et les jeunes enfants sont des populations particulièrement vulnérables aux dangers des PE, même à faible dose, notre association a décidé de faire une campagne d'analyse d'un fruit communément consommé par les femmes enceintes ou les jeunes enfants. Nous avons donc choisi de lancer une campagne d'analyses de résidus de pesticides dans les fraises vendues en France (en provenance de France et d'Espagne). Outre des PE, nous avons aussi trouvé des produits interdits. Le communiqué de presse est disponible en français, [anglais](#) et [espagnol](#).

Cette enquête a eu une grande répercutions avec beaucoup de retombées média ([voir en bas de page du lien](#)) mais aussi dans les allées du parlement avec une [question posée à l'Assemblée Nationale](#) et une réaction de la part du ministère de l'Agriculture et notamment de la Direction de la DGAL qui a souhaité nous rencontrer fin aout pour évoquer ce dossier.

### b) *Législation nationale (SNPE) et européenne*

Depuis février 2013, la Stratégie Nationale sur les PE (SNPE) fait l'objet de négociations en tables rondes réunissant divers acteurs publics et privés. Ce processus a été mis en place alors que l'Union

européenne se mobilise sur le sujet, notamment dans le cadre des nouvelles législations sur les pesticides et biocides, et après une décision annoncée dans le cadre de la conférence environnementale de septembre 2012. A mesure que les négociations avançaient, les ambitions gouvernementales semblaient reculer. Plusieurs [signaux](#) ont inquiété les associations qui ont participé aux négociations et notamment les [reculs sur le dossier des pesticides](#). GF a participé à toute les réunions (jusqu'à l'ultime qui s'est tenue en juin 2013). Tout le temps de ces réunions notre association n'a eu de cesse de tirer la sonnette d'alarme (rejointe en cela par les autres ONG présentes et par les parlementaires notamment Michèle Rivasi ou encore Corinne Lepage) sur un paragraphe particulièrement inquiétant. Si le texte comporte de nombreuses avancées, grâce à l'action des ONG, reconnaissant en particulier le nouveau paradigme posé par l'action spécifique des PE un recul de taille se cache dans les profondeurs du texte. Il concerne les pesticides, dont le nouveau Règlement européen 1107/2009 prévoit que ceux qui seront reconnus comme perturbateurs endocriniens devront être exclus (sauf si utilisés en système fermés).

Or la partie C.2.2 du texte finalisé de la SNPE consacrée aux produits phytosanitaires et biocides prévoit ni plus ni moins que de pouvoir « réviser les critères d'exclusion » de certaines substances après une « étude d'impact » prenant en compte les « conséquences en matière de protection de la santé, de l'environnement ainsi que de substances actives disponibles ».

Si dans le cadre du texte qui a été proposé à la [consultation](#) du public (qui s'est ouverte fin août et pour 1 mois) cette partie a été pointée comme un point de dissensus, il n'en demeure pas moins que le risque de voir passer cet élément perdure.

Depuis cette consultation plus aucune nouvelle ne nous a été donnée et il est fort à craindre que ce texte va se trouver affaibli ou dilué dans le futur Plan National Santé Environnement (PNSE). Nous resterons vigilants.

### *c) Les autres temps forts*

#### (1) Conférence Kortenkamp et rapport pesticides/PE

Sous le parrainage de Mmes Chantal Jouanno et Leila Aïchi, Sénatrices de Paris, le Réseau Environnement Santé et Générations Futures ont organisé une conférence « Perturbateurs endocriniens : à la reconquête de la santé publique » le vendredi 26 avril au Sénat. Une conférence du Pr Andreas Kortenkamp, coordinateur des rapports pour la Commission européenne qui a fait un point sur l'« Etat de l'art de l'évaluation des perturbateurs endocriniens » et « Etat de l'art sur la toxicité des mélanges de substances chimiques ».

Cette conférence s'inscrivait dans un double contexte français et européen : d'une part, la Stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens (voir ci-dessus) ; d'autre part, la mise en œuvre par la Commission européenne d'une stratégie communautaire horizontale de réglementation des perturbateurs endocriniens.

>>> [Toutes les vidéos de la conférence en ligne](#)

>>> [Le dossier « pesticides et perturbateurs endocriniens » paru pour l'occasion](#)

#### (2) Campagne de cartes postales

Alors que s'est achevé, la consultation publique sur la Stratégie Nationale sur les Perturbateurs Endocriniens (SNPE) et qu'à Bruxelles se négociait la future définition réglementaire des perturbateurs endocriniens, nous avons lancé avec différents partenaires une campagne de

mobilisation citoyenne intitulée « [Perturbateurs endocriniens : Environnement perturbé, santé menacée !](#) ». Cette campagne est toujours en cours à l'heure où nous écrivons.

### (3) La mobilisation nationale et européenne

#### **Au niveau national**

Une large coalition d'organisations de la société civile dont des associations de protection de l'environnement et de promotion de la santé, des mutuelles, des syndicats et des associations de consommateurs se sont fédérées en juin et ont décidé de publier une [pétition](#) publique adossée à un [manifeste](#) pour réaffirmer la nécessité d'agir vite et de manière conséquente sur les perturbateurs endocriniens.

Site de la plateforme : [stop-aux-pe.org](http://stop-aux-pe.org)

Nous travaillons aussi avec de nouveaux réseaux comme Générations Cobayes et tachons de les aider dans leur démarche.

#### **Au niveau européen**

Mi-novembre, [quinze porte-parole associatifs](#), dont F. Veillerette, ont manifesté devant la commission européenne à Bruxelles et se sont réunis derrière la banderole de la coalition EDC-Free Europe et ont remis à José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, un photomontage réalisé à partir d'une mosaïque de photos envoyées par les citoyens et les associations de plusieurs pays d'Europe, illustrant leurs préoccupations sur l'omniprésence des perturbateurs endocriniens dans les produits de la vie courante.



#### **d) Des prises de positions intéressantes**

- **89 scientifiques en faveur de mesures sur les perturbateurs endocriniens** : 24 mai 2013 - L'augmentation du nombre de cancers, de troubles cérébraux et thyroïdiens ainsi que des problèmes de reproduction ont incité une organisation ... [suite](#)
- **Zéro perturbateur endocrinien pour les parisiens? Nouvelle ambition affichée de NKM** : 30 octobre 2013 - NKM lance ce matin « Paris 0 PE »: Générations Futures se félicite de cette initiative mais attend de voir ... [suite](#)

### **3. Les perspectives pour 2014**

Les dernières informations qui nous sont parvenues sur ce dossier sont plutôt mauvaises. Au niveau français nous n'avons toujours pas eu le texte final de la SNPE. Nous avons été auditionnés par certains élus sur ce sujet des PE en 2013 (Bapt et Roumegas) qui travaillent sur un rapport sur ce sujet. Nous suivons de près ce travail.

De même, nous comptons poursuivre notre action avec les collègues du RES et d'APE notamment en interpellant les ministères concernés. Il est envisagé dans le cadre du prolongement de la campagne APE sur les PE de faire des actions en direction des cibles choisies à savoir les ministères de la santé,

de l'environnement et du développement productif notamment via des tribunes d'interpellation ou encore des courriers publics. L'une des autres cibles sont les supermarchés. Nous comptons mener des actions en collant des autocollants « Stop PE » sur certains produits de consommation courante. Les premières denrées ciblées seront les fruits et légumes et l'action se tiendra lors de la Semaine pour les alternatives aux pesticides.

Nous comptons aussi profiter des élections européennes pour interpellier les candidats sur ces sujets.

Enfin pour maintenir la pression tout au long de l'année sont prévues de nouvelles enquêtes à base de biomonitoring notamment chez les femmes enceintes et sur des personnalités dont certaines ont déjà donné leur accord comme Isabelle Autissier ou l'humoriste Christophe Aléveque ainsi que l'écrivain Alexandre Jardin. De même, une conférence avec David Gee est prévue en partenariat avec le RES à l'automne.

### III. Autres dossiers agricoles : OGM, élevage intensif et PAC

#### A. OGM

##### 1. Historique et enjeux du dossier

Depuis, plus d'un an et la sortie de l'étude de GE Séralini qui a fait l'objet d'une forte mobilisation (voir le rapport d'activités 2012 de GF), le sujet des OGM est fortement revenu sur le devant de la scène. GF n'a pas manqué une occasion pour faire entendre sa voix sur ce sujet.

##### 2. Les actions en 2013

En début d'année, nous avons, avec d'autres ONG, envoyé un [courrier](#) d'alerte pour demander au gouvernement français de réaffirmer avec force la décision du Conseil européen de 2008 de renforcer l'évaluation des OGM avant autorisation.

Durant l'année, la pression des pro-OGM s'est accentuée avec notamment des positions de la commission Européenne inquiétante. Celle-ci annonçant qu'elle allait proposer la mise sur le marché de nouveaux OGM (lire ces deux articles du [4](#) et [6](#) novembre).

Nous avons sollicité certaines ONG, notamment en direction de Greenpeace, pour que se mettent place une résistance à cette nouvelle poussée des pro-OGM. Nous avons d'ailleurs participé à une conférence de presse à Bruxelles fin novembre, aux côtés de Corinne Lepage et GE Séralini, pour dénoncer ce **retour en force du lobby pro-OGM**.

A noter, que nous poursuivons notre travail dans le cadre du PICRI aux côtés du chercheur Christian Vélot (voir le site [picri-ogm.fr](http://picri-ogm.fr))

De même, nous sommes particulièrement inquiets de nouveautés qui arrivent sur le marché et qui se cachent derrière le nom obscur de Variétés Tolérantes aux Herbicides qui ne sont ni plus ni moins que des OGM cachés. Nous faisons partie d'un groupe de travail qui s'intéresse à la question (dans le cadre de l'Appel de Poitiers) et relayons (et/ou) prenons part aux initiatives lancées cf. :

**Manifestation: les plantes mutées sont des OGM**

### 3. Les perspectives pour 2014

Nous continuerons à diffuser, promouvoir et soutenir les travaux de recherches de l'équipe du Pr. GE Séralini. Nous participerons aux travaux de diffusion et d'information sur les VTH. Nous augmenterons la pression sur le sujet des OGM aux côtés d'autres acteurs clefs comme Greenpeace.

## B. Elevage intensif

### 1. Les 1000 vaches – rappel des faits

Fin août 2011, la population d'une commune de la Somme apprend que sur ses terres (et celles de la commune voisine) va être installée, sous peu, la plus grande ferme-usine de France. Un élevage laitier géant (qui donne son nom au projet, dit des "Mille vaches") sera associé à un méthaniseur. Une association locale voit le jour NOVISSEN. Aux vues des enjeux sanitaires, environnementaux et agricoles, Générations Futures décide immédiatement de rejoindre leur combat et de les soutenir.

### 2. Les actions en 2013

En 2013, GF a participé à diverses manifestations notamment celle du **3 mars à Paris** et celle du 28 septembre à Duquat. De même, nous avons relayé les pétitions initiées comme celle d'APE [suite](#)



Manifestation à Duquat – sept. 2013

Dans le même ordre d'idée, nous avons incité les citoyens à répondre à la consultation publique sur les porcheries industrielles du mois d'octobre

### **Porcherie: consultation publique – A vous de jouer!**

29 octobre 2013

Le gouvernement a choisi de céder au lobby de l'élevage industriel de porcs en relevant le seuil de l'autorisation de ... [suite](#)

### 3. Les perspectives pour 2014

Nous allons continuer à participer aux manifestations, relayer les informations sur ce dossier, soutenir les ONG qui se battent et faire pression sur les décideurs.

## C. Politique Agricole Commune

Depuis maintenant deux ans nous sommes membres de PAC2013. Nous suivons les travaux menés par ce réseau et relayons les actions menées.

### 1. Les actions en 2013

2013 était une année particulièrement importante car il s'agissait de l'année du vote de la nouvelle PAC. Nous avons agi aux côtés du réseau et relayé un certain nombre de ces informations, notamment en cosignant diverses communications, dont voici quelques exemples :

- **Politique Agricole Commune** - 28 janvier 2013 - Quelle légitimité reste-t-il à la Politique agricole commune suite au vote de la Commission Agriculture du Parlement européen ? ... [suite](#)
- **PAC 2013 : La société civile sonne l'alarme face à une réforme de la PAC en régression** - 28 février 2013 - Lettre ouverte: La société civile sonne l'alarme face à une réforme de la PAC en régression Une lettre signée par ... [suite](#)
- **Votes du Parlement Européen : des inflexions qui ne suffisent pas à légitimer la Politique Agricole Commune** - 18 mars 2013 - Paris, le 14 mars 2013 – Les votes en Commission de l'agriculture (ComAgri) du Parlement Européen des 23-24 janvier avaient ... [suite](#)
- **Politique Agricole Commune: une piètre réforme** - 28 juin 2013 - Conclusions politiques sur la réforme de la PAC : compromis a minima cherche mise en œuvre ambitieuse Communiqué – Paris, ... [suite](#)
- **Politique Agricole Commune: l'ambition agro-écologique placardisée** - 4 octobre 2013 - Discours de François Hollande à Cournon: Redistribution des aides de la PAC insuffisante et ambition agro-écologique placardisée Suite aux annonces ... [suite](#)

### 2. Les perspectives pour 2014

Nous allons continuer de participer et relayer les travaux du Groupe.

## IV. Santé environnementale

### A. Historique du dossier

Au-delà de nos domaines de prédilection habituels, notre association s'intéresse bien sûr à l'enjeu de la santé et de l'environnement au sens large. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous avons souhaité cofonder avec le chercheur André Cicolella le Réseau Environnement Santé dont nous sommes membre fondateur et administrateur.

Ainsi, notre intérêt se porte aussi sur des sujets ou actions dont nous pensons qu'ils méritent de recevoir toute notre attention parce qu'ils sont communs à différentes problématiques de santé environnementale ou parce qu'ils permettent de structurer en réseau l'action des ONG travaillant dans ce champ de la santé environnementale, pour plus d'efficacité.

### B. Conférence environnementale

#### 1. Historique

En avril 2012, Générations Futures en partenariat avec d'autres associations, interpellait au Sénat les candidats à l'élection présidentielle sur le thème des scandales sanitaires. A la suite de cette interpellation et de l'élection de F. Hollande à la Présidence de la République et dans la perspective de l'organisation d'une Conférence environnementale devant être lieu de débat national sur ces questions, les 5 ONG partenaires ont décidé d'unir leur force et de lancer en juillet 2012 une

fédération d'associations spécialisée nommé « Rassemblement pour la planète » présidée par notre chargée de mission Nadine Lauverjat. Ce choix est une marque de confiance et une reconnaissance importante de la part de nos partenaires envers le sérieux du travail de Générations Futures.

Le Rassemblement pour la planète a donc travaillé à la préparation de la conférence environnementale de 2012 et a construit une plate-forme de propositions défendue dans le cadre de ce débat. L'une des premières victoires de cette organisation a été d'inscrire à l'agenda le thème 'santé-environnement'.

Autour de cette question de la place de la santé-environnementale dans le débat, se joue aussi la question de la représentativité des associations. En effet, malgré le fait que notre association soit reconnue par ses pairs pour son expertise, malgré le fait que nous ayons obtenu notre agrément auprès du ministère de l'écologie depuis 5 ans et que nous soyons officiellement habilités à prendre part au débat national sur l'environnement, notre association et un certain nombre d'autres ONG expertes rencontrent de lourdes difficultés pour accéder aux instances nationales, ce fut le cas en cette année 2013. Explications.

## 2. Les actions en 2013

Pendant 1 an, nous avons œuvré pour maintenir la pression (exemple dans le cadre de la future Stratégie Nationale sur les Perturbateurs Endocriniens), et faire notamment de la thématique « santé-environnement » un axe incontournable de toute décision politique, avec plus ou moins de succès, mais la pression était maintenue. Après de longs mois de travail sur le fond, notre association pensait, à juste titre (aux vues de nos actions et des promesses faites) que nous étions des acteurs incontournables sur ce sujet, et donc que nous avions toute notre place au sein du Comité national de la Transition Écologique – CNTE (entité qui œuvre à l'organisation annuelle des conférences environnementales).

Or, c'est après des semaines de silence de la part du Ministère de l'environnement et une forte insistance des représentants d'ESF (l'une des associations membre du RPP) que nous avons appris avec stupéfaction le 10/09/2013 notre éviction du CNTE et donc de la Conférence environnementale (pour plus de détails lire notre article : [Qui veut la peau des lanceurs d'alertes et des associations spécialisées en santé-environnement?](#)).



Nous pensons que cette éviction pose un réel problème d'équilibre des forces, de représentativité, de pluralité des savoirs et des expertises. Face à cette décision du gouvernement, nous avons organisé le 17/09 une [conférence de presse](#), en présence de 4 anciens ministres de l'environnement.

Nombre de personnalités (dont José Bové – qui a boycotté la conférence environnementale, Laurence Abeille, Tokia Saifi... et d'ONG, dont le CNIID, REFEED, Appel de la jeunesse etc., ont soutenu les membres du Rassemblement. 4 anciens Ministres de l'Écologie sont venus en personne

marquer leur soutien (Delphine Batho, Yves Cochet, Chantal Jouanno, Corinne Lepage,) ainsi que la sénatrice de Paris Leïla Aïchi. Cette action a fait l'objet aussi de nombreuses retombées presse.

En l'absence de participation de nos organisations, un recours en justice (toujours en cours) contre l'arrêté du 6 septembre a été déposé.

### **Dialogue environnemental: où en est-on de l'intégration des ONG santé-environnement?**

15 octobre 2013

Toujours pas de confirmation de la présence des ONG représentants les questions de santé environnementale au Conseil National de la ... [suite](#)

### **3. Les perspectives pour 2014**

Afin, de continuer à faire du thème santé-environnement un thème majeur des politiques publiques, nous allons continuer à maintenir la pression et interpeller le gouvernement sur l'absence d'ONG expertes dans les instances nationales.

Nous allons aussi continuer à travailler pour remplir les critères nécessaires à être habilité à prendre part aux débats nationaux, notamment en atteignant le seuil des 2000 adhérents requis.

### **C. Veille scientifique**

Outre les actions que nous menons, nous poursuivons notre travail de veille scientifique et diffusons ces informations sur nos différents supports médias.

Ci-dessous quelques exemples de ce travail de veille :

- [Les herbicides à base de glyphosate plus toxiques que le glyphosate seul](#). 25 février 2013. Une nouvelle étude scientifique sur les herbicides à base de glyphosate Nouvelle étude sur le RU. Une nouvelle étude (1) ... [suite](#)
- [Cancer du sein et environnement](#) 12 février 2013- Cancer du sein et environnement: Un rapport officiel américain appelle à prioriser la prévention, notamment par une action forte sur les ... [suite](#)
- [Pesticides : Les français plus exposés à certains pesticides que les américains, les canadiens ou encore les allemands !](#) 30 avril 2013 L'INVS sort une étude qui montre une exposition plus importante des français que d'autres citoyens européens ou américains à certains ... [suite](#)
- [Pesticides et femmes enceintes](#) 24 mai 2013 Etude : Les mélanges de pesticides induisent des modifications physiologiques chez les femmes enceintes. Contexte. L'étude PÉLAGIE (Perturbateurs Endocriniens : Étude ... [suite](#)
- [Pesticides dans l'air: une nouvelle étude en Picardie](#) 7 mai 2013 Des pesticides dans l'air picard Une étude commandée par la Région montre la présence de pesticides dans l'air. Lire l'étude ... [suite](#)
- [Expertise de l'INSERM : les conséquences néfastes des pesticides pour la santé sont désormais officiellement reconnues par la recherche française.](#) 13 juin 2013- Suite à la lecture de l'expertise collective « Pesticides et santé » de l'INSERM (1), Générations Futures exhorte les pouvoirs publics à ... [suite](#)
- [Pesticides: une nouvelle étude de l'EFSA à contre-courant de toute la science](#) 22 octobre 2013 Danger des pesticides : l'EFSA se distingue encore par une sous-estimation du risque des pesticides pour la santé humaine ! Rappel. Un ... [suite](#)
- [L'étude NutriNet-Santé : Les consommateurs de produits Bio à la loupe](#) 18 octobre 2013 L'étude NutriNet-Santé se penche sur le style de vie, les consommations alimentaires, les apports nutritionnels et l'état de santé des ... [suite](#)

- [L'industrie agro-alimentaire reçoit 3 millions d'euros de subvention de l'Union Européenne afin de promouvoir l'abaissement des normes alimentaires.](#) - 16 octobre 2013 - Aujourd'hui (15 oct.), l'Association européenne des fruits et légumes Freshfel et quelques instituts nationaux présentent les résultats du programme ACROPOLIS ... [suite](#)

## **D. Traité transatlantique**

### **1. Présentation du dossier**

Les négociations à l'OMC, qui ont été le moteur de la libéralisation du commerce notamment agricole depuis les années 90, ont été longtemps bloquées. Face à ce constat, les grandes puissances, en particulier l'Union européenne et les États-Unis, se sont engagées dans une stratégie bilatérale et bi-régionale avec leurs partenaires commerciaux, qui permet d'aller encore beaucoup plus loin que dans le cadre de l'OMC pour libéraliser les marchés. Des centaines d'accords sont conclus ou en cours. Ils doivent permettre selon l'OMC une « libéralisation substantielle de tout le commerce » entre les régions concernées.

Un de ces accords s'appelle le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement (PTCI/TAFTA) : le 8 juillet 2013, l'Union européenne et les États-Unis ont entamé des négociations en vue de le conclure. Tous les États-membres ont donné mandat à la Commission européenne pour le négocier au nom de l'Union, avec comme seule exception – à relativiser – les services audiovisuels. Ce Grand marché transatlantique serait un des accords de libre-échange les plus importants jamais conclus, représentant la moitié du PIB mondial.

Concrètement, les négociations doivent porter sur une « réduction substantielle » des droits de douane : ce serait catastrophique pour un secteur comme l'agriculture, où des droits de douane importants persistent, notamment côté européen. Pour l'ensemble des secteurs touchés, la concurrence accrue aboutirait à la contraction des coûts de production au détriment des droits sociaux et de l'environnement. Les perspectives de relocalisation des activités seraient profondément remises en cause.

En 1998, une mobilisation citoyenne internationale avait réussi à mettre en échec l'Accord multilatéral pour l'investissement (AMI). L'Accord commercial anti-contrefaçon (ACTA) a lui aussi été refusé en juillet 2012 par les eurodéputés suite à une large mobilisation. Il est donc possible de stopper ce nouvel accord transatlantique, en coalition avec les autres organisations citoyennes, européennes et américaines, mobilisées. En France, un collectif\* - dont Générations Futures est membre depuis le commencement - vient de se constituer pour s'y opposer et rassemble déjà des dizaines de réseaux citoyens, organisations associatives, syndicales et politiques.

### **2. Les actions en 2013**



Dès les premières mobilisations, GF a mis de l'énergie dans ces actions comme lors de la manifestation mondiale contre Monsanto le 14 mai à Paris ou encore le 18 septembre lors du Paris World Food Day – Journée mondiale de l'alimentation où nous avons tenu un stand ainsi que le 24 novembre lors de la première vraie manifestation contre ce traité : Stop – TAFTA : Traité Transatlantique – retour sur la manifestation du 24 novembre.

Nous sommes aussi cosignataires d'un texte porté par plus de 40 ONG pour dire stop au TAFTA : Stop TAFTA: Le Grand marché transatlantique ne se fera pas ! Plus de 40 organisations nationales disent NON!

Enfin, nous nous sommes fait le relai d'un rapport européen très intéressant mettant en garde contre les conséquences qu'un éventuel accord transatlantique pourrait avoir pour l'environnement et la sécurité alimentaire.

### **3. Les perspectives pour 2014**

Nous allons continuer à nous investir auprès du collectif en prenant part aux actions et réunions de travail et en diffusant de l'information.

## **V. Les autres campagnes et mise en réseau**

Outre les campagnes habituelles que nous menons sur nos sujets, nous ne pouvons ignorer d'autres combats environnementaux qui parfois nécessitent de notre part une participation, tant les enjeux dépassent nos propres frontières, c'est pourquoi en 2013, nous n'avons pas hésité à relayer ou prendre part à des combats sur le nucléaires, les déchets ou encore les grandes infrastructures.

Ainsi en mars, nous avons pris part à la grande **chaîne humaine contre le nucléaire.** De même, nous nous sommes mobilisés contre le projet couteux (écologiquement, économiquement et d'un point de vue agricole) qu'est Notre Dame des Landes.

- **Les 3 et 4 août prochains, « Enterrons ensemble le projet de Notre Dame des Landes »** - 18 juin 2013 - A vos agendas pour un week-end festif contre le projet d'aéroport de Notre Dame Des Landes! Les opposants au projet ... [suite](#)
- **NDDL : Y'a-t-il un pilote dans l'avion à Bruxelles ?** - 25 novembre 2013 - Paris le 22 novembre 2013 – La Commission Européenne vient d'approuver la subvention de 150 millions d'euros octroyée par les ... [suite](#)

En juin, nous étions **partenaire du CNIID pour sa campagne sur les biodéchets.**

Enfin, plus globalement, nous avons dénoncé la manière dont la question de l'environnement risquait d'être maltraitée dans le fameux journal Le monde : [Il faut sauver Le Monde... et sa rubrique « Planète »](#) . Peu de temps après la publication de cette tribune, le médiateur du Monde faisait une réponse dans l'un des numéros du quotidien, réponse qui ne donnait pas satisfaction mais qui avait au moins le mérite de faire savoir aux lecteurs de ce journal le mécontentement qu'avait soulevé la décision de la rédactrice en chef de supprimer cette rubrique si importante.

## VI. Données de fonctionnement

### A. Internet et newsletter

Cela fait maintenant un an que nous avons fait évoluer notre site internet ainsi que notre newsletter. Cette partie fait le bilan de cette année.

**Statistiques Google Analytics site Générations Futures** (statistiques sans ceux de la Semaine pour les alternatives aux pesticides ni les sites satellites).

Nous ne pourrons avoir un vrai point de comparaison que l'année prochaine maintenant – ce qu'on constate cependant ce sont des pics d'activités dès que nous avons des campagnes médiatiques.

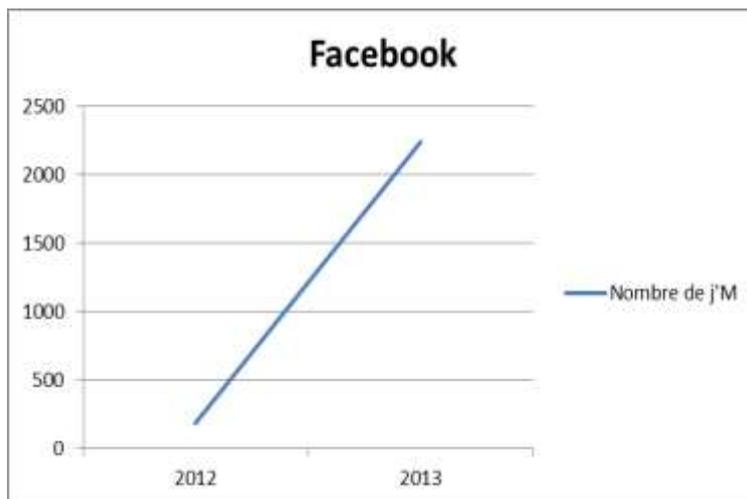


**Statistiques newsletter** – 12468 à la liste habituelle soit une évolution de + 268 inscrits auxquels d'ajoute les inscrits de la pétition abeille faite sur change.org soit 46420 de plus.



### Statistique Réseaux Sociaux

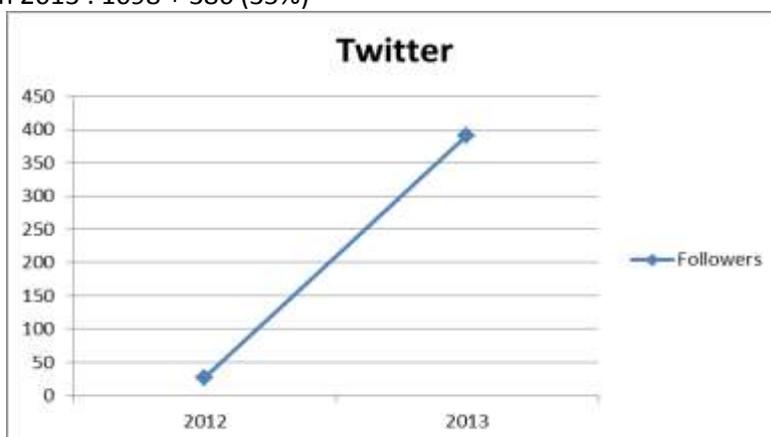
Facebook



Fin 2012 : 186 Fin 2013 : 2236 soit + 2050 (92%)

Facebook Semaine pour les alternatives aux pesticides

Fin 2012 : 712 Fin 2013 : 1098 + 386 (35%)



Twitter de GF

Fin 2012 : 27 Fin 2013 : 391 + 364 (93%)

Twitter SSP

Fin 2012 : null. Fin 2013 : 97 + 97

Youtube

Fin 2012 : null. Fin 2013 : 4172 vidéos vues et 15 abonnés

## B. Presse

2013, est encore une bonne année en terme de retombées presse. Nous avons envoyé près de 60 Communiqués de presse à plus de 1489 journalistes. Ces communiqués ont fait l'objet de nombreuses reprises sur internet et des articles de fond dans la presse nationale et régionale quotidienne, à la radio ou la TV.

Et pour lire une revue de presse 2013 plus complète voir : <http://www.youblisher.com/p/665037-Revue-de-Presse-Generation-Futures-072013/>

### C. Documentaires / livres

Comme chaque année, GF participe à différents documentaires soit en tant qu'expert, (parfois interviewé parfois juste comme consultant), soit en faisant la promotion de films/livres que nous jugeons pertinent pour la Cause, soit en étant partenaires de festivals permettant une vulgarisation de la problématique environnementale à un large public. Vous trouverez ci-après quelques exemples de ces implications.



« **La mort est dans le pré** ». Nous avons continué à faire la promotion de ce documentaire auquel nous avons contribué depuis son écriture. Nous avons aidé à sa sortie DVD qui a eu lieu en février 2013. Nous avons relayé les informations concernant les nombreux prix que ce film a remporté notamment le prestigieux prix du XXe anniversaire du Figra (Festival international du grand reportage d'actualité et du documentaire de société) en mars 2013... [suite](#)

En février, notre chargée de mission N. Lauverjat a été jury pour la remise du premier prix du « Film Santé-Environnement » dans le cadre du Festival International du Film de l'Environnement qui se tient chaque année en IDF. Ce prix a récompensé le documentaire « **Unacceptable levels** » ... [suite](#)

Génération Futures a été partenaire de la 9e édition du **festival de films « Sciences en Bobines »**. ... [suite](#)

Nous avons aussi fait la promotion du livre « **antitoxique : alimentation , cosmétiques, maison...** » du Dr Laurent Chevallier paru aux Editions Fayard, Avril 2013 ... [suite](#). Ainsi que du projet de documentaire en cours « **Sacrée croissance** », de MM Robin ... [suite](#)

Enfin, nous apportons régulièrement des informations à Isabelle Saporta, une journaliste réputée qui a publié un ouvrage sur l'agriculture et participé à un documentaire sur l'alimentation, pour un nouveau **documentaire** qu'elle souhaite faire sur le **vin** et donc la question des pesticides y sera abordée. Ce documentaire doit être diffusé sur France 2 courant 2014.

### D. Bulletin d'information

En 2013, nous avons publié 3 lettres d'informations complètes de 12 pages en moyenne avec des actualités sur les actions de GF et des articles de fond sur les sujets qui sont les nôtres. Découvrez nos bulletins en ligne ici : <http://www.generations-futures.fr/nos-sites-et-documents/lettre-dinformation-generations-futures/>



## E. Conférences et événement

Comme chaque année Générations Futures a donné de nombreuses conférences partout en France mais aussi à l'étranger. A la fois sur les pesticides, mais aussi sur l'agroalimentaire, les substances chimiques en générale (comme par exemple l'aspartame), la biodiversité etc. Fort de ces dizaines de bénévoles formés, Générations Futures peut maintenant assez facilement répondre aux nombreuses sollicitations auxquelles nous sommes soumis. Quelques exemples des conférences et d'interventions



Sénat – Conférence de Kortenkamp sur les PE avec F. Veillerette – A. Cicolella.



Conférence G Toutain, président d'honneur de GF dans une zone viticole



F. Veillerette – Manifestation contre le TAFTA le 24/11



Prise de parole de F. Veillerette lors de la manifestation mondiale contre Monsanto le 25/05

Notre association a aussi effectué des formations pour le compte de l'association CRIIGEN sur le sujet des pesticides à deux reprises en juillet puis en septembre.



De même, en juin 2013 notre Présidente a été décorée de la Légion d'honneur – elle a accepté cette distinction sous condition ([lire la lettre adressée au Président de la République](#)). Cette distinction lui a été remise par l'ancienne Ministre de l'Ecologie, Mme C. Lepage. La remise de cette distinction fut l'occasion d'organiser un événement avec des interventions de bons niveaux et aussi de tenir notre Assemblée Générale annuelle ... [suite](#)

De plus, pour la première fois nous avons partagé un stand lors du salon Marjolaine de novembre 2013. L'enjeu était aussi de travailler sur le recrutement de nous adhérents et bénévoles. Ce travail a demandé beaucoup de temps d'organisation et de gestion mais a permis de recruter 20 nouveaux adhérents

## F. Adhérents / bénévoles

En 2013, nous avons recruté une personne en service civique pour travailler sur ce dossier des adhérents/bénévole car nous avons jusque fin 2014 pour atteindre l'objectif de 2000 adhérents pour pouvoir être habilité à prendre part au débat national sur l'environnement.

A noter que notre agrément du ministère de l'Ecologie est arrivé à son terme fin 2013 (cet agrément est valable pour 5 ans), nous avons donc dû refaire une demande complète. Après quelques péripéties de gestion dues aux services de la préfecture de l'Oise, notre dossier a pu être instruit dans les temps par les services du ministère de l'Ecologie qui a rendu un avis favorable. Nous avons donc appris le 23 janvier 2014 que notre agrément était renouvelé ce qui est nécessaire et utile pour notre association notamment pour pouvoir participer à certains groupes de travail, pour pouvoir ester en justice, pour pouvoir demander des financements et aussi pour prétendre à l'habilitation donnant droit à prendre part au débat national sur l'environnement.

Pour ce qui est de la gestion des adhérents, des outils ont évolué notamment la gestion de notre base de données et aussi de notre lettre d'information – nous avons changé de prestataire dans les deux cas.

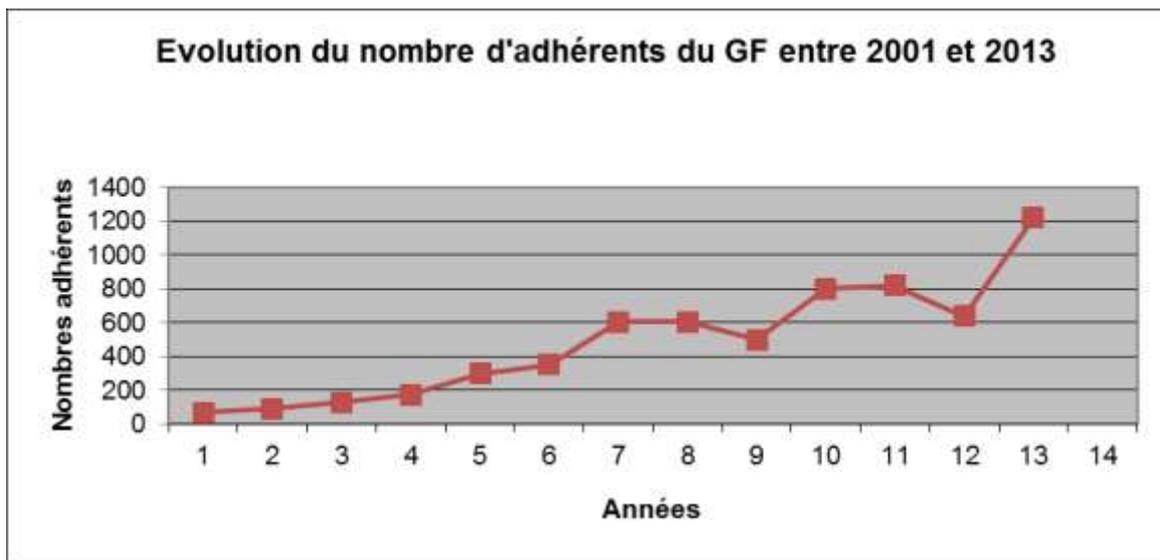
Une gestion plus proche de nos adhérents, un traitement plus systématique de leur cotisation, a permis de faire des gains réels

L'effort porté sur cet aspect de la vie de l'association a porté ses fruits.

Nombre d'Adhérents en 2012 - 674

Nombre d'Adhérents en 2013 - 1218

Evolution : + 544 adhérents !



Nous avons, en 2013, diffusé un questionnaire électronique à tous nos adhérents et le bilan de celui-ci nous permet de faire plusieurs remarques : la part majoritaire des adhérents se situait dans la tranche 53-67 ans. Seulement 8% pour la part des 'jeunes' (21-37 ans).

Les médias, tout particulièrement la presse papier et le site internet, sont les premiers éléments cités en réponse à la question 'comment avez-vous connu puis adhéré à GF ?' : il y a donc nécessité à retravailler le site et surtout restructurer la page d'accueil pour la rendre plus attractive.

En 2014, nous espérons atteindre cet objectif de 2000 adhérents. Nous pensons encore faire évoluer notre outil de gestion des adhérents et améliorer nos relations avec eux notamment en créant nos groupes locaux qui seront l'une des priorités de 2014. Cependant, un travail en direction des bénévoles doit être fait afin de pouvoir les 'gérer' plus efficacement (bénévoles permanents, bénévoles trop militants, bénévoles occasionnels...).

Les groupes locaux seront donc un enjeu particulièrement important car ce sera à travers celui-ci que ce jouera l'objectif des 2000 adhérents. En parallèle du développement des groupes locaux, il faudra donc continuer dans la lignée de l'année 2013 une gestion au plus proche et directe des adhérents à travers la nouvelle BDD, réalisée sur mesure, par un développeur professionnel.

## VII. Des éléments de fonctionnement

### A. L'équipe, le Conseil d'Administration

#### 1. L'équipe salariée

Cette année encore nous avons fonctionné avec une équipe professionnelle, habituée à travailler ensemble et donc efficace. Nous avons pu compter sur la présence de notre permanente, Nadine Lauerjat, soutenue par Magali Ringoot en charge de la semaine pour les alternatives aux pesticides, qui a travaillé 6 mois en 2013 (d'octobre 2012 à avril 2013). Aux côtés d'elles en tant qu'expert, nous avons pu compter sur la présence de François Veillerette, qui est devenu porte-parole de l'association, laissant la présidence à Maria Pelletier.

Magali Ringoot, n'a pas souhaité en 2013-2014 poursuivre sa mission au sein de Générations Futures, ayant le désir de s'investir dans son autre passion, la musique. Nous sommes restés en très bon termes avec Magali qui a joué à plein son rôle de passeuse. En effet, nous avons rapidement travaillé avec une nouvelle chargée de mission Nadia Bennich qui a pu compter sur la présence de Magali à ses côtés en début de mission aux mois de septembre-octobre. Magali a même participé à la première réunion des partenaires de la Semaine se tenant à l'automne.

En décembre 2012, nous avons aussi eu le plaisir d'accueillir Margaux Raimond Dit Yvon en service civique qui a été en charge pour 8 mois (jusqu'en aout 2013) des adhérents et des groupes locaux. Elle a poursuivi sa mission en CDD jusqu'à la fin de l'année en mi-temps. Ne pouvant l'embaucher en temps plein, elle avait la nécessité de se trouver un nouveau travail, ce qu'elle a obtenu le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Elle reste présente à nos côtés en tant que bénévole active pour Paris et la RP. Nous avons tout de suite entrepris de rechercher une personne pour la remplacer. En attendant de pouvoir recruter quelqu'un sur un emploi (une demande d'emploi tremplin est en cour à la région IDF), nous avons recruté un stagiaire pour une période de 6 mois (jusque juillet 2014).

De même, l'association prévoit l'acquisition d'un local parisien pour maintenir à Paris ses activités administratives proche de Gare du Nord pour des questions de praticité. La recherche est en cours à l'heure où ce rapport est écrit.

#### 2. Le Conseil d'Administration

Notre Conseil d'Administration s'est encore ouvert cette année et accueille un nouvel administrateur en la personne d'Hervé Legrand – Eco-conseiller.

Le reste du CA restant inchangé (hormis le départ de Laurent Leguyader qui continue d'être notre correspondant local à Paris). La présidence étant toujours assumée par Maria Pelletier

Le CA se réunit désormais régulièrement – au moins une fois par mois par téléphone et 2 fois par an physiquement – une fois pour l'AG et une autre pour un séminaire annuel de 2 jours qui se tient en

général en juillet. Ce moment, à la fois studieux et convivial, permet d'échanger sur les actions passées et d'envisager la stratégie à venir.

## VIII. Conclusion

Ce rapport montre clairement que Générations Futures agit de manière de plus en plus forte et professionnelle sur les thématiques dans lesquelles elle s'investit : pesticides, perturbateurs endocriniens, santé environnement, OGM.....La qualité des rapports originaux produits, la pertinence des scandales révélés, la reconnaissance des élus et la grande couverture médiatique dont nous bénéficions montrent clairement que Générations Futures est une association de référence sur ces sujets. Des succès comme l'adoption de la loi Labbé qui interdira à terme une grande partie des utilisations non agricoles des pesticides nous montrent que ces efforts ne sont pas vains et que les choses progressent, même si aux yeux de beaucoup (et même de nous) elles ne progressent pas assez vite ! La professionnalisation croissante de notre fonctionnement a également permis d'augmenter considérablement le nombre de nos adhérents, ce qui est très important également pour pouvoir bénéficier de la possibilité d'être reconnu suffisamment représentatif et de pouvoir en conséquence participer à certaines réunions dans le cadre du dialogue environnemental officiel.

Cette progression de notre fonctionnement n'est possible que parce que nous bénéficions de soutiens importants à notre fonctionnement ou à nos projets de la part de donateurs qui bien souvent nous soutiennent depuis plusieurs années. Nous voudrions ici les remercier de tout notre cœur car leur soutien, ajouté à celui de nos adhérents, nous garantit une grande indépendance par rapport aux pouvoirs publics. C'est cette indépendance qui permet à Générations Futures et à son équipe salariée très motivée de continuer à faire le travail de veille, d'action et de communication irremplaçable qu'on attend de nous. Ce rapport montre que cette année encore le travail ne manquera pas pour faire reculer les pesticides, l'agriculture chimique et pour œuvrer à un meilleur environnement. Cette année encore nous aurons besoin du soutien si précieux de tous, adhérents comme donateurs ou entreprises et fondations, pour qu'ensemble nous continuions à remporter des victoires ! D'avance, merci !

Maria Pelletier, Présidente de Générations futures